

qu'il fallait remplir sur-le-champ, sans penser, ainsi que nous aurions pu nous y attendre, aux ressources qu'offrait notre pays. Je suis entièrement convaincu que les fonctionnaires de tous les ministères anglais ne reconnaissent rien de l'étendue des ressources industrielles du Canada, lorsque la guerre a commencé, et sur ce point je suis d'accord avec mon honorable ami. Je crois, cependant, qu'il devra se convaincre que j'ai pris tous les moyens possibles, depuis que la guerre est commencée, pour faire connaître au gouvernement anglais les ressources industrielles du Canada, et je sais que sir George Perley s'y est employé aussi. Au moyen de télégrammes, de dépêches, de conversations avec les différents fonctionnaires du gouvernement impérial, nous avons pris à tâche de les renseigner pleinement sur ce que le Canada peut produire, et je crois qu'ils sont aujourd'hui assez bien renseignés.

Tous les fonctionnaires du gouvernement anglais qui sont venus au Canada au cours des huit ou neuf derniers mois, et il en est venu plusieurs envoyés par le War-office et l'amirauté, ont admis franchement que les industries manufacturières du Canada étaient beaucoup plus développées qu'ils ne le croyaient avant leur visite chez nous. C'est ce que nous nous sommes efforcés, et avec beaucoup de succès, je crois, à faire comprendre à tous les fonctionnaires du War-office et de l'amirauté, et des autres ministères préposés aux achats pour le ravitaillement de l'armée.

L'hon. M. GRAHAM: Je ne veux rien dire qui puisse être interprété comme un blâme infligé à sir George Perley, et encore moins de critiquer ses capacités d'homme d'affaire. Mais sir George Perley est allé à Londres comme haut commissaire et non pas comme agent commercial. Les fonctions du haut commissaire sont d'une nature toute différente de celles que nous discutons présentement, et il n'y aurait pas à s'étonner que le haut commissaire, n'ayant pas à sa disposition le rouage nécessaire, n'eût pas pu accomplir tout ce que nous attendions de lui comme notre représentant. La question est donc celle-ci: le Canada entretient à Londres un bureau que le Gouvernement n'a pas pourvu des moyens propres à faire connaître le Canada industriel.

Peu de temps après la déclaration de la guerre, j'ai rencontré, à Toronto, un habitant de l'ouest de l'Ontario, qui voulait savoir à qui s'adresser pour faire savoir qu'il était en mesure de fournir des effets au département de la guerre. J'ai tâché

de le conseiller du mieux que j'ai pu mais il me répondit qu'il s'était adressé sans succès aux personnes dont je lui donnais les noms.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: S'était-il adressé à moi?

L'hon. M. GRAHAM: Je ne crois pas lui avoir donné le nom de mon honorable ami. Quoi que nous ayons fait dans le passé, je crois que le temps est arrivé de créer à Londres une organisation complète capable de suffire aux nécessités des hommes d'affaires et des manufacturiers du Canada qui ont et auront des marchandises à exporter. La charge de haut commissaire a toujours été, comme elle l'est actuellement, occupée par des hommes éminents qui ont fait honneur au Canada. C'est très-bien; mais une jeune nation comme la nôtre, qui compte principalement, pour son développement, sur son commerce d'exportation, devrait avoir à Londres un bureau organisé pour favoriser ce développement.

Un Canadien qui aurait eu occasion de visiter fréquemment les Etats-Unis, depuis que la guerre est commencée, aurait été surpris de rencontrer dans ce pays des Canadiens porteurs de commandes reçues des alliés dont ils cherchaient à confier l'exécution à des maisons des Etats-Unis. Si nous avions eu ce qu'il fallait, ces commandes nous seraient venues directement par le canal du haut commissaire. Le fait qu'un Canadien a obtenu une commande ne veut pas dire que cette commande sera exécutée par une manufacture canadienne.

Cette personne, qu'elle habite ou non le Canada, cherchera à confier sa commande à l'industriel qui lui offrira la plus haute commission. Des citoyens du Canada, non pas quelques-uns seulement, mais des vingtaines, ont visité les villes des Etats-Unis depuis le commencement de la guerre, offrant des commandes qu'ils avaient obtenues du gouvernement anglais et des alliés, commandes qui auraient dû certainement avoir été offertes en premier lieu au manufacturier canadien.

M. W. H. BENNETT (Simcoe): De quelle nature étaient les commandes reçues du gouvernement anglais et qui ont été offertes aux Etats-Unis?

L'hon. M. GRAHAM: C'étaient des commandes pour munitions de diverses sortes; et elles ont été offertes aux manufacturiers américains qui les ont généralement acceptées. Raisonnant froidement, je ne blâme pas celui qui se place au point de vue propre des affaires de faire fabriquer aux